

Le Maroc isolé par le Parlement européen

La crise entre le Maroc et l'Espagne qui dure depuis un mois est la plus grave depuis l'accession du roi Mohamed VI au pouvoir en 1999. Elle cristallise l'importance des enjeux entre les deux pays et entre le royaume chérifien et l'Union européenne. Elle a également levé le voile sur la crise sociale, dont les conséquences sont imprévisibles.

OMAR BROUKSY > 21 JUIN 2021

Elle était très attendue, mais les diplomates marocains ne se faisaient pas d'illusion sur son contenu. Elle, c'est la résolution du Parlement européen, votée le 10 juin à une majorité écrasante : 397 voix pour, 85 contre et 196 abstentions — même si les élus français s'y sont opposés dans leur grande majorité. Son contenu ? Accablant pour le royaume, pourtant un allié stratégique de l'Union européenne (UE). Le Maroc est en effet accusé par les eurodéputés d'« utiliser » ses mineurs dans sa crise avec l'Espagne : « [le Parlement européen] *rejette l'utilisation par le Maroc des contrôles aux frontières et de la migration, notamment des mineurs non accompagnés, comme moyen de pression politique sur un État membre de l'Union* », précise la résolution européenne [qui] déplore en particulier que des enfants, des mineurs non accompagnés et des familles aient franchi massivement la frontière entre le Maroc et la ville espagnole de Ceuta, mettant ainsi leur vie et leur sécurité clairement en péril.

Comment en est-on arrivé à une issue aussi embarrassante pour la diplomatie marocaine dans ses rapports avec l'Union européenne, un partenaire économique et sécuritaire privilégié du Maroc ?

« VIVE L'ESPAGNE ! »

Tout a commencé le 17 mai 2021, deux jours après la fin du ramadan, lorsque des groupes de jeunes Marocains ont commencé à [déferler sur Ceuta](#), une ville au nord du Maroc sous souveraineté espagnole depuis le XV^e siècle. Puis au fil des heures et des jours, les dizaines deviennent des centaines, puis des milliers de jeunes déterminés à rejoindre l'enclave espagnole depuis la petite ville frontalière de Fnideq, haut lieu du commerce informel. La marée humaine (entre 8 000 et 10 000 personnes) est composée surtout de jeunes, mais il y a également des familles et beaucoup de mineurs (plus de 2 000). Le pic est atteint le 20 mai avec un relâchement délibéré du contrôle jusque là exercé par les autorités marocaines, dopant ainsi le flux, y compris en provenance des villes du centre.

Bien que le Marocain lambda soit habitué aux images de jeunes embarquant dans des *pateras*² pour rejoindre l'Eldorado européen, les innombrables vidéos postées sur les réseaux sociaux montrant des milliers d'adolescents, de femmes et d'enfants se jetant dans une Méditerranée en furie pour atteindre une ville considérée comme « occupée », étaient insoutenables. Plus insupportable — elle a fait le tour du monde — a été l'image d'un membre de la Guardia civil sauvant *in extremis* un bébé qui avait glissé du dos de sa mère bravant les vagues. Des centaines de vidéos montraient également des jeunes et des enfants exprimer une envie folle de quitter leur pays, d'autres criant « vive l'Espagne ! »

**ABONNEZ-
VOUS GRATUITEMENT
À LA LETTRE**

D'INFORMATION HEBDO MADAIRE D'ORIENT XXI

S'abonner

Près de vingt ans plus tôt (juillet 2002), les images aussi dures de deux gendarmes marocains arrêtés et conduits par l'armée espagnole au même poste frontalier de Ceuta après que Mohamed VI **eut décidé d'occuper l'îlot dit du Persil**, avaient eu un effet aussi dévastateur sur les Marocains. C'était la première crise d'ampleur entre les deux royaumes voisins, la première grande bourde, à l'époque, du jeune roi Mohamed VI, les deux pays ayant été à un doigt du conflit armé.

« NOUS N'AVONS PLUS RIEN À MANGER »

Mais l'actuelle crise est autrement plus profonde : d'un côté, elle implique non seulement l'Espagne dans ses rapports avec le Maroc, mais aussi l'UE dont elle est un membre important ; de l'autre, elle a dévoilé l'ampleur de la crise sociale qui sévit dans le royaume chérifien et dont les conséquences sont aussi imprévisibles qu'inconnues. Petit rappel : la fermeture par le Maroc de sa frontière avec Fnideq en février 2020 a porté un coup fatal à la population de toute cette région, et pour cause : la contrebande et le commerce détaxé avec l'enclave espagnole est sa principale source de revenus. Une telle situation ne pouvait durer, et le 13 février 2021, soit un an après le verrouillage du passage avec Ceuta, d'importantes manifestations ont eu lieu à Fnideq pour réclamer la réouverture de cette frontière : « *Nous n'avons plus rien à manger !* », criaient les manifestants.

LA DÉCISION DU PRÉSIDENT TRUMP SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

C'est dans ce contexte de tension sociale exacerbée qu'interviendra ce que les observateurs qualifient aujourd'hui de « crise hispano-marocaine » la plus grave depuis l'arrivée au pouvoir du roi Mohamed VI en juillet 1999. Qu'est-ce qui a poussé le roi et son entourage à opter pour une décision aussi impulsive pour **faire pression contre l'Espagne**, pourtant son plus grand avocat (**avec la France**), non seulement auprès de l'UE, mais aussi dans les instances internationales où la diplomatie marocaine se mobilise chaque année pour promouvoir l'affaire du Sahara occidental ?

Officiellement, c'est l'hospitalisation en Espagne sous une fausse identité de Brahim Ghali, le chef du mouvement indépendantiste sahraoui qui a déclenché la crise. Mais en réalité, il ne s'agit là que d'un prétexte : les autorités marocaines veulent tout simplement que le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez suive l'exemple de l'ancien président américain et reconnaisse la marocanité du Sahara occidental. Même la France, connue pour sa connivence avec la monarchie alaouite, n'avait pas subi une telle exigence. Mais pour l'Espagne, la pilule est cette fois difficile à avaler, encore moins à digérer pour un gouvernement socialiste dont les bases ont des sympathies quasi traditionnelles avec le mouvement indépendantiste.

EUROPÉANISER LA CRISE

Face à la détermination du Maroc, mais aussi à une certaine ambiguïté des arguments souvent avancés par ses diplomates, l'Espagne décide rapidement « d'eupéaniser » la crise : « *Il s'agit d'une agression à*

l'égard des frontières espagnoles, mais aussi des frontières de l'Union européenne », déclara la ministre espagnole de la défense, Margarita Robles. La réaction du palais, à travers le chef de sa diplomatie Nasser Bourita, ne se fait pas attendre. Elle est conciliante, mais assez curieuse : la vague de migration vers Ceuta est due « *à un contexte de fatigue dans la police marocaine après les festivités de fin de ramadan* », dit-il le 20 mai 2021.

Pour autant, « l'eupéanisation » de la crise ne s'est pas arrêtée. Elle a pris la forme d'un processus politico-juridique qui aboutira, le 10 juin, à une résolution du Parlement européen dont le Maroc aurait pu largement se passer. Son impact n'est pas seulement moral, puisque le royaume est présenté comme un État qui utilise ses enfants pour régler ses comptes avec ses voisins ; il est également juridique : l'instance européenne a tenu à affirmer le caractère à la fois espagnol et européen de la ville de Ceuta, que revendique de temps en temps le Maroc : « *La protection et la sécurité de Ceuta concernent l'ensemble de l'Union européenne*, précise la résolution européenne, *car la ville autonome fait partie de ses frontières extérieures.* » **Et concernant l'affaire du Sahara occidental**, considérée comme une « cause sacrée » par beaucoup de Marocains, la position des eurodéputés est tout aussi implacable puisqu'ils affirment explicitement « *la position consolidée de l'Union sur le Sahara occidental, fondée sur le plein respect du droit international, des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et du processus politique conduit par les Nations unies pour parvenir à une solution négociée juste, durable, pacifique et acceptable par les deux parties* ».